Logo CFDT

[FRANCE INFO REPLAY] Laurent Berger était l'invité de France info

Renault : "On a le sentiment que c'est une logique de coûts et pas une stratégie industrielle qui se développe", dénonce Laurent Berger

Le constructeur automobile a annoncé, vendredi, 15 000 suppressions de postes, dont 4 600 en France, dans le cadre d'un vaste plan d'économies.

"Renault n'était pas en très grande forme avant la crise du Covid mais je crois que la façon dont ça se passe est totalement incompréhensible. On a le sentiment que c'est une logique de coûts et pas une stratégie industrielle qui se développe", a dénoncé Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, mardi 2 juin sur franceinfo. Le constructeur automobile a annoncé, vendredi 29 mai, 15 000 suppressions de postes, dont 4 600 en France, dans le cadre d'un vaste plan d'économies de plus de deux milliards d'euros.

>> **Quinze mille emplois supprimés dans le monde, cinq milliards d'euros de prêt garanti par l'Etat... Comment Renault s'est retrouvé au bord du gouffre**

"On voit bien la réaction des salariés, la manifestation de samedi à Maubeuge dit des choses extrêmement fortes sur l'inquiétude des salariés de Renault et de l'ensemble d'un territoire", a souligné Laurent Berger. Le groupe envisage notamment de transférer la production des utilitaires électriques Kangoo sur son site de Douai (2 900 employés), à environ 70 km de Maubeuge, qui hériterait d'une nouvelle plateforme.

"L'État doit entendre la préoccupation des travailleurs"

Selon lui, les dirigeants de Renault auraient dû *"discuter de la stratégie avec les représentants des salariés"*. *"Il aurait fallu un choix partagé d'options stratégiques industrielles. Là, ce qu'ils ne comprennent pas, par exemple, c'est qu'on va concentrer sur très peu de sites la production industrielle d'un certain nombre de véhicules. Ils ne comprennent pas qu'on réduise la capacité (…) d'un site qui était le plus performant de Renault et où il y a eu énormément d'investissements, celui de Maubeuge"*, a pointé Laurent Berger.

"L'État, comme principal actionnaire [15% du capital]*, doit entendre la préoccupation des travailleurs de Renault et la préoccupation des élus locaux"*, a-t-il souligné, alors que Bruno Le Maire reçoit mardi les organisations syndicales du site de Maubeuge. Invité de RTL mardi matin, le ministre de l'Economie a dit souhaiter que la direction de Renault mène un dialogue social *"de manière constructive et transparente"* afin de valider le prêt garanti par l'État de cinq milliards d'euros dont le constructeur a besoin. *"L'État peut imposer une discussion beaucoup plus forte et remettre les choses à plat, sur la table"*, a estimé Laurent Berger.

France Info

laurent berger

Liens utiles
Renault : "On a le sentiment que c'est une logique de coûts et pas une stratégi…